

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES MISES À PIED À LA GENERAL INSTRUMENT CORPORATION À SYDNEY (N.-É.)—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné le travail d'envergure auquel son ministère se livre dans les provinces de l'Atlantique et la haute compétence que manifeste, dit-on, son personnel, et vu que 200 employés ont encore été mis à pied par la General Instrument Corporation de Sydney, qui fabrique des dispositifs électroniques, qu'est-il disposé à faire en vue d'offrir les services de ses agents à cette société et aux travailleurs qui ont été mis à pied, afin de les aider à retourner au travail.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je dois dire à regret, monsieur l'Orateur, que je ne suis pas au courant de ce cas précis. Je présume que plus d'un ministère fédéral a déjà offert ses services, mais je vais me renseigner sans tarder.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

LA CHAUSSÉE DE NORTHUMBERLAND—L'ABANDON DU PROJET

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au diligent et consciencieux ministre des Travaux publics. A la lumière de sa récente déclaration vantant les mérites d'une chaussée permanente sur le détroit de Northumberland, peut-il nous dire si, de concert avec ses collègues, il repense la décision du gouvernement de revenir sur son engagement de lancer cette importante entreprise?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu parler d'une initiative prise par la province de l'Île-du-Prince-Édouard. J'ai demandé à mes collaborateurs de me faire savoir si elle réussit à attirer l'entreprise privée dans cette région. Nous aimerions connaître leurs intentions. Nous nous proposons d'entamer des discussions avec les provinces dès que possible.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, le ministre ne pense-t-il pas que les ressources du gouvernement canadien sont légèrement plus considérables que celles de l'Île-du-Prince-Édouard?

* * *

LA POLLUTION

SPRINGHILL (N.-É.)—L'ENQUÊTE SUR L'INCENDIE D'UN TERRIL

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Est-il en mesure de répondre à la question que je lui ai posée cette semaine au sujet d'un incendie de terril à Springhill?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le député a posé une question au sujet de l'incendie de terril à Springhill. J'ai fait prendre des renseignements et j'apprends que les fonctionnaires de mon ministère n'ont pas terminé leur enquête. Pour le moment, on n'a pas l'intention de tenir une enquête publique ni d'en publier les résultats qu'on remettra cependant au gouvernement de la Nouvelle-Écosse.

* * *

LA SANTÉ

LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE TOUCHANT LA PUBLICITÉ RELATIVE AUX CIGARETTES

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au leader du gouvernement à la Chambre, considérant que son collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, a déclaré il y a quelques jours que l'on songeait à présenter un projet de loi touchant la publicité relative aux cigarettes et la maladie. Serons-nous saisis d'un tel projet de loi avant le congé de Pâques?

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, il m'est impossible de garantir qu'une mesure législative en ce sens sera présentée à la Chambre avant Pâques. Cela dépendra du progrès réalisé à propos des mesures actuellement à l'étude et des priorités qui ont été fixées.

* * *

LE BILL SUR LES JEUNES DÉLINQUANTS

DEMANDE DE RETRAIT

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre. Compte tenu du discours qu'il a prononcé avant le congé et où il a fait preuve de bon sens en protégeant le président du Conseil du Trésor et en retirant le bill concernant l'Auditeur général, ne pourrait-il pas faire preuve du même bon sens et protéger notre jeune solliciteur général en retirant le bill sur les jeunes délinquants?

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE RÔLE DE L'ARMÉE EN CAS D'ÉMEUTES OU D'URGENCE

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Défense nationale. Prépare-t-on actuellement un rapport officiel pour le gouvernement sur l'utilisation de l'armée en cas d'urgence et d'émeutes comme celles qui se sont produites récemment, afin de déterminer son rôle à venir dans des situations similaires?